

COMPTE-RENDU DU CHS-CT DU 09/11/2021

Cette réunion s'est tenue en présence de M ODRU qui présidait cette instance et de M FRANÇOIS, Directeur Départemental des douanes.

En ouverture de l'instance, les représentants CGT ont lu la liminaire suivante :

Monsieur le Président,

Dans son message adressé aux agents le 11 octobre dernier, le ministre Bruno Lemaire a remercié à sa manière l'ensemble des agents des finances publiques pour leur travail « exceptionnel » durant la crise sanitaire, n'hésitant pas à qualifier la DGFIP d'administration d'élite.

Dans le même temps, un nouveau scandale, les Pandora Papers, dévoilé par la presse sur les évadés fiscaux démontre une nouvelle fois la persistance d'entreprises et de contribuables aisés cherchant par tous les moyens à frauder toutes les fiscalités des différents pays aux dépens des populations. Rappelons qu'un ancien ministre de l'économie, apparaît sur cette liste...

Gageons que les directions nationales de contrôle fiscal aient encore les moyens d'appréhender la fraude.

Mais comment notre administration pourtant d'élite entend-elle expliquer que des médias soient les mieux informés pour débusquer les fraudeurs à l'international ?

Notre administration n'hésite pas non plus à conclure un marché avec Google pour identifier les bâtiments, les piscines, les terrasses non déclarées sur le territoire.

Faire appel à un gros fraudeur pour en traquer des petits, quelle ironie!

De plus, la charrette 2022 des suppressions d'emplois a été rendue publique, et ce sont 1500 emplois de fonctionnaires qui seront supprimés à Bercy !

Alors que les politiques entrent en campagne présidentielle et que ce sujet fait l'objet de surenchères démagogiques de la part d'un grand nombre d'entre eux, l'avenir de nos missions et des agents s'annonce bien sombre. Car s'il y a une constante qui subsiste à la DGFIP et qui ne se dément pas depuis 2001, c'est bien la destruction massive d'emplois.

De plus, pour les agents d'élite, comme pour l'ensemble de la fonction publique, le point d'indice reste toujours bloqué depuis 2010, les conditions de travail ne cessent de se dégrader et contrairement au beau discours du Ministre, les implantations territoriales des services publics disparaissent tant en zone rurale qu'en zone urbaine.

Même si l'intersyndicale Finances Publiques a permis, dans le cadre de la négociation collective sur la reconnaissance des agents, une avancée symbolique avec notamment le versement d'une prime de Noël pré électorale, les sommes allouées sont largement insuffisantes et absolument pas à la hauteur de l'engagement de tous les agents de la DGFIP.

Bruno Lemaire a enfin annoncé fièrement qu'à la fin de leurs carrières, les agents de la DGFIP pourront dire « j'ai fait le prélèvement à la source ».

Lors de ses visites de services, la CGT Finances 64 a surtout constaté un délabrement de l'ambiance et des conditions de travail, un moral en berne des agents, des désirs de départ rapide (rupture conventionnelle, retraite dès que possible), des arrêts maladies importants, des demandes de télétravail de plus en plus liées à une dégradation des conditions de travail en présentiel.

A la fin de leurs carrières Messieurs Dussopt, Lemaire, Fournel, Directeurs locaux et leurs prédécesseurs, pourront eux plutôt dire « Nous avons participé à l'éclatement de la DGFIP ». A ce tableau, vient se rajouter le transfert des taxes énergétiques entre les directions des douanes et des finances publiques qui se prépare dans un cadre anxiogène pour les agents concernés.

Pour la direction des douanes 64 et 40, des projets funestes sont également en prévision :

- suppression arbitraire de l'échelon motard de Pau,
- suppression incompréhensible de la présence douanière au CCPD (Commissariat Commun Police Douane) de Canfranc
- création au détriment d'autres unités d'une brigade sur Salies de Béarn.

Au regard du bouleversement engendré par ces projets, pensez-vous informer le CHS-CT ?

Concernant cette réunion, la CGT Finances 64 regrette que l'administration n'ait pas trouvé le temps d'organiser un CHSCT classique depuis le mois de mai 2021.

Les représentants du personnel, soucieux de l'intérêt collectif ont dû valider des actions en dehors de toute discussion en instance afin que celles-ci puissent se réaliser dans le temps imparti.

Pour cette même raison, les représentants CGT Finances 64, comme l'ensemble des représentants du personnel ont tous répondu présents au début des vacances d'été lorsque vous avez convoqué un CHS-CT exceptionnel, réservé à un service qui connaît de douloureux dysfonctionnements. La situation au vu des fiches de signalement ne semble d'ailleurs pas s'être améliorée et vous nous devez une explication franche sur la situation.

Les représentants CGT Finances 64 continueront de réclamer l'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique pour maintenir les CHSCT qui ont su faire pleinement leurs preuves pour répondre à l'ensemble des questions relatives à la santé et aux conditions de travail des agents.

RÉPONSE DE LA DIRECTION A LA LIMINAIRE CGT

Le Président n'a pas souhaité répondre à la liminaire et préfère répéter que lors de ses passages dans les services, les agents de la DDFiP 64 ne témoignent pas de leurs difficultés d'exercice de leurs missions...

Une discussion s'est engagée sur le sujet du transfert des taxes douanières.

3 agents des douanes sont concernés pour rejoindre le PNSR en détachement à Pau :

- 1 collègue de La Rochelle en présentiel
- 1 collègue de Brive en travail à distance depuis le SIE de Brive
- 1 collègue de Brest en travail à distance depuis le SIE de Brest

Les situations individuelles semblent avoir été prises en compte.



APPROBATION DES PV DES CHS-CT DES 20 MAI ET 7 JUILLET 2021

Les demandes d'amendements des représentants du personnel ayant toutes été reprises par la direction, les représentants CGT Finances Publiques ont approuvé ces PV.

LA SITUATION SANITAIRE A LA DDFIP 64

Mme BARANGER nous a précisé que concernant le COVID, la période avait été plutôt calme et favorable.

Toutefois, fin octobre un cas contact et 1 cas avéré ont été comptabilisés.

L'agent cas contact a été placé en télétravail.

L'agent cas COVID a été placé en arrêt maladie pendant 8 jours.

Les agents cas contact en présentiel ont été recensés. Suivant leur niveau de risque qui a été évalué par le Médecin de Prévention, des mesures individualisées ont été prises (télétravail ou maintien en présentiel).

Il ressort cependant que la prestation de nettoyage, normalement renforcée lors de la découverte du cas COVID, ait été largement insuffisante.

La direction s'est engagée à retourner vers le prestataire de nettoyage mais refuse toujours de communiquer sur les modalités des contrats de nettoyage.

Il est donc impossible pour les agents ou représentants du personnel de savoir si une prestation non effectuée correspond bien au cahier des charges du contrat.

60 % des agents sont aujourd'hui équipés en télétravail, une quinzaine est toujours en attente.

Concernant les agents vulnérables, les moins sévèrement immunodéprimés reviennent en présentiel 1 jour par semaine. Des masques chirurgicaux leur sont réservés lors de leur retour dans les services.

LES PROPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES DE PROGRAMME

La réserve de 6 % n'ayant pas été levée, le budget 2021 s'élève à 122 931€.

Pour la DDFiP 64 :

Nature des opérations complémentaires	Prix
Réparation et remplacement stores SIE Bayonne	18 420,91 €
Mise en accessibilité site SIP/SIE Orthez	7 140,85 €
Réparation et remplacement stores 3 ème étage Bayonne Vauban	23 495,47 €
Colonne de gel hydro-alcoolique SGC Nay et Trésorerie Pau CH	360,00 €

Il est souvent difficile pour l'assistant de prévention d'obtenir plusieurs devis pour les propositions de programme.

Concernant par exemple le remplacement des stores sur Bayonne , une seule entreprise a répondu à l'offre de travaux.

Les travaux aux étages 3 et 4 ont été financés par le CHS-CT, et le 2ème étage par le budget départemental. Le remplacement de stores du 1^{er} étage (qui comprend les locaux occupés par la DIRCOFI et la cantine) est prévu en 2022. La rénovation et le remplacement des stores sera ainsi complètement achevé pour le bâtiment A.

Des crédits restant à l'issue de la présentation du programme, les représentants CGT ont validé la proposition d'achat de colonnes à distribution automatique de gel hydro-alcoolique au SGC de Nay et à la trésorerie de Pau Centre Hospitalier.

Concernant la proposition d'installation d'une douche au SiP de Pau, une étude de faisabilité sera menée par l'assistant de prévention.

D'autres demandes existent, notamment au Centre de Contact des Professionnels.

Ce sujet avec ses contraintes techniques et organisationnelles sera donc rediscuté l'année prochaine en CHS-CT

Pour la Direction des Douanes :

Nature des opérations complémentaires

	Prix
Escabeau roulant BSI Dax	3 430,80€
Échelle télescopique Bureau Mont de Marsan	229, 94 €
Bouchons moulés filtrants Hendaye	153,76 €
Aménagement de postes : souris verticales	99,37€
Amélioration poste de travail : achat de 18 fauteuils (Bayonne et Dax)	2 654,14 €
Remplacement fenêtre local douche BSI Cambo	Devis 1200,00 €
Aménagement de poste : achat d'un fauteuil ergonomique	900,00 €

Un aménagement de poste supplémentaire a pu être validé en instance.

De même, afin de boucler le budget 2021, les représentants CGT Finances ont validé la proposition de remplacement des fenêtres au local douche de la BSI de Cambo qui s'inscrit dans un programme de rénovation complète de la pièce qui sera mené en 2022.

PRÉSENTATION DU DUERP/PAP

Le groupe de travail préparatoire au DUERP s'est tenu sur plusieurs journées en juin 2021 avec la présence assidue des représentants CGT Finances.

Le DUERP recense 230 lignes dont 4 laissent apparaître un risque important pour la santé :

Il s'agit :

- du risque de choc acoustique au Centre de Contact des Particuliers
- pression des statistiques provoquant une situation de stress au Centre de Contact des particuliers
- manque d'effectif au SPFE de Pau créant une charge de travail par agent trop lourde
- manque de moyens et de formation à la trésorerie d'Orthez

Dans le Programme Annuel de Prévention (PAP), la direction a notamment retenu :

- l'ensemble des mesures prises dans le cadre de la prévention du COVID et la protection des agents
- la mise en place de la signalétique et la mise à jour des documents concernant la présence d'amiante dans les locaux
- les problèmes d'éclairage, du bruit, de l'environnement thermique des postes de travail
- les postures de travail
- les risques de glissade et chute
- les risques de tension entre collègues liés à une mauvaise organisation entre présentiel et télétravail.

La ligne concernant le choc acoustique reste présente. L'absence de réelle explication du phénomène, malgré toutes les expertises techniques, oblige à maintenir toutes les mesures de précaution

De même, la situation à Orthez reste problématique et malgré les mesures avancées par la direction (affectation d'un cadre C stagiaire, affectation régulière de l'EDR, poursuite de la formation des agents...), les risques psycho sociaux demeurent importants et une attention toute particulière doit demeurer sur ce service.



Les représentants CGT Finances ont également rappelé que le PAP souligne le risque de fatigue oculaire lié à un travail continu sur écran.

La pause régulière d'au moins 10 minutes toutes les 2 heures n'est donc pas à la discrétion des chefs de service mais constitue une mesure de santé préconisée par le médecin de Prévention et l'administration.

Cette pause doit permettre à l'agent de quitter son poste de travail et il est libre de l'employer comme il le souhaite.

Les représentants CGT Finances ont voté pour la présentation de ce Plan Annuel de Prévention de la Douane et des Finances Publiques 64

Ils ont avant tout voulu mettre en avant le travail de prévention et d'actions réalisé durant les périodes de confinement et de retour en présentiel pendant cette période COVID.

Même si tout n'a pas été parfait (les représentants du personnel ont dû faire remonter de nombreux dysfonctionnements), l'administration, le Médecin de Prévention, l'Assistant de Prévention, les assistantes sociales ainsi que l'équipe BIL/RH ont su faire preuve de disponibilité et de réactivité durant la période.

Reste maintenant à espérer que les mesures prises dans le cadre du PAP soient toutes efficaces pour répondre aux situations de risques professionnels présentés par les agents !

POINT D'INFORMATION SUR L'INSTALLATION DU CENTRE DE CONTACT PRO

Les extincteurs ont été posés.

Les absorbeurs de bruits sont en stock et ils devraient être installés prochainement.

Le frigo et le micro-onde de la salle de repos devraient être bientôt livrés.

Après une période de formation, les agents commencent à traiter les appels venant de la Gironde ou de la Haute Garonne ainsi que les e-contacts des SIE.

Le CDC Pro est prioritaire pour recevoir les communications téléphoniques en TOIP (Telephony Over Internet Protocol), protocole qui est proposé par les fournisseurs réseaux comme un outil d'amélioration de la productivité des salariés et de facilitateur de nouveaux usages comme le télétravail ou tout outil collaboratif...

Rien ne garantit cependant que les conditions d'appel qui relèvent de la qualité de la ligne, du casque téléphonique et de l'ambiance sonore du site se retrouvent miraculeusement améliorées avec la mise en place de la TOIP !

Les représentants CGT Finances resteront attentifs à l'ensemble des risques professionnels de ce nouveau service implanté dans notre direction et installé dans des conditions peu satisfaisantes (absence de climatisation, d'ascenseur, environnement sonore bruyant, salle de repos minimaliste).

RAPPORT DE LA DÉLÉGATION CHS-CT AU CENTRE DE CONTACT DES PARTICULIERS

La visite de la délégation du CHS-CT s'est déroulée le 25 juin 2021 en présence de l'assistant de prévention, du Médecin de prévention, de l'assistante sociale et des représentants du personnel.

L'ambiance sonore, thème important du rapport de la délégation, a fait l'objet de nombreuses interventions en instance.

Le chef de service en place au moment de la visite a reconnu qu'en période de forte activité un bruit important règne dans l'open space.

De plus les casques ne sont pas parfaitement adaptés à tous les usages et sont sensibles au bruit extérieur.

Il devient donc impossible de trouver un compromis entre une proximité de collègues nécessaire en cas de besoin d'échanges et de soutien, et un isolement phonique pour traiter dans les meilleures conditions les appels des usagers.

Le remplacement des casques vieillissants (achetés en 2017) ne pourra se faire que sur des modèles identiques qui n'ont jusque là pas protégé les agents des chocs acoustiques et de l'ambiance sonore de l'open space.

La direction indique qu'il faut attendre le passage de la téléphonie à la TOIP au Centre de Contact des Professionnels pour envisager un changement complet des lignes et des casques du CDC des particuliers.

En attendant, ce risque ne peut que perdurer pour l'ensemble des agents car avec la fermeture des Centre Prélèvement Service, le CDC des particuliers ne peut faire face à l'ensemble des appels obligeant les usagers résignés à se tourner vers les lignes classiques des SIP ou des trésoreries.

QUESTIONS DIVERSES

> *la cantine à Vauban*

Les représentants CGT sont intervenus pour signaler que l'évacuation des eaux à la cantine de Bayonne Vauban présentait des soucis d'étanchéité. L'administration a indiqué qu'elle allait intervenir sur ce point.

> *le parking de Bayonne Vauban*

Les représentants CGT ont également indiqué que la barrière d'accès au parking côté BAB reste souvent ouverte, permettant à des usagers ou simplement des personnes extérieures de venir se garer sur le site. Des usagers dans la continuité de leur parcours ont même utilisé des escaliers extérieurs pour entrer dans le bâtiment à la faveur de portes extérieures laissées semi ouvertes. Le directeur a reconnu avoir, lors de ces déplacements sur place, constaté cette situation et a indiqué que l'administration allait agir sur ce point.

> *réhabilitation de la Brigade de Surveillance Intérieure (BSI) d'Hendaye*

Le directeur des douanes nous a fait une présentation du projet.

La BSI d'Hendaye compte un effectif de 56 agents et fait souvent l'objet d'articles de presse suite à des saisies de plus en plus importantes de stupéfiants.

L'actuel bâtiment domanial est aujourd'hui sous dimensionné notamment au niveau des vestiaires hommes et femmes et des cellules de retenues.

Le projet d'extension et de rénovation permettra un dimensionnement des vestiaires largement adapté aux effectifs actuels, un local social déplacé et réaménagé et devrait apporter un confort et une efficacité dans la réalisation des missions douanières au quotidien.

Les travaux doivent débuter en décembre 2021 pour se terminer en octobre 2022.

> *problème d'isolation phonique du cabinet de Médecin de Prévention à Pau ?*

Il semblerait que la confidentialité des échanges avec le Médecin de Prévention ne soit pas garantie...en effet le mur situé au niveau de la table d'examen laisserait échapper une grande partie des conversations !

L'administration a répondu qu'elle avait parfaitement respecté le cahier des charges imposé par le secrétariat général lors de l'installation des nouveaux locaux.

Elle allait cependant se rapprocher du Médecin de Prévention et vérifier sur place la qualité de l'isolation phonique du cabinet médical.

A la fin du CHS-CT, le directeur des douanes a annoncé son départ dans les prochains jours de la direction des douanes du 64 pour rejoindre les services de la Direction Générale

Les représentants CGT Finances 64

DDFiP 64 : Eric MANRY - Nathalie GARCIA

Douane 64 : Marie COIGDARRIPE - Laurent LONDAIZ- Michel LAURENT